

2 POIDS, 2 MESURES... MORLAIX - AIR FRANCE

Le 5 octobre 2015, des salariés d'Air France auraient participé à l'arrachage de la chemise de leur Directeur des Ressources Humaines, qui venait leur annoncer un énième plan social, après des années de restructurations et de suppressions massives d'emplois. Le gouvernement dénonce les agissements des salariés, et va jusqu'à s'excuser en Arabie Saoudite.

Le 19 septembre 2014, le SIP de Morlaix est brûlé par des agriculteurs devant des gendarmes mobiles ! Ces agriculteurs défient et refusent le rôle de l'État en s'attaquant clairement au rôle de l'impôt. Le Premier Ministre Valls à l'époque dénonce cet acte...

La presse relaie des interviews cautionnant l'incendie du centre des Finances Publiques sans que la Direction générale ne s'en émeuve et dépose plainte pour incitation à la violence.

Le 12 octobre, des policiers arrêtent des salariés d'Air France au petit matin... comme de trafiquants de drogue ou des caïds du grand banditisme.

A ce jour, pour Morlaix si des agriculteurs ont été interrogés, aucune incarcération, pire aucune perspective de jugement n'existe... alors qu'on aurait du mal à croire que devant des cordons de gendarmes mobiles, des hommes et leurs tracteurs puissent disparaître sans être identifiés et arrêtés

Pour la CGT, cette situation est représentative d'un gouvernement qui choisit ses ennemis de classe... et n'a clairement pas la volonté politique de condamner des actes qui n'ont rien à voir avec le syndicalisme ... Au contraire, il cible des salariés victimes de la précarité sociale et de ses choix politiques.

Pour la CGT, il est indispensable que les auteurs des actes de Morlaix soient jugés, et condamnés, pour que l'impunité ne soit pas la seule réponse du gouvernement, et pour que les agents des Finances Publiques ne vivent plus dans l'insécurité.

Ajoutons que depuis ces faits, des agents ont également été victimes de menaces de mort.

Rappelons que l'administration a une obligation de résultat sur la santé physique et mentale et la sécurité de ses agents : nous rappellerons la règle de droit à l'administration et à ce gouvernement.

Les intimidations et poursuites systématiques des salariés et de leurs représentants lors de mouvement de grève sont indignes d'une République dont les frontispices proclament la liberté et l'égalité de ses citoyens devant la loi.

Le dialogue social n'est pas qu'affaire de mots... il est bien avant tout une question d'actes. De ce point de vue, ceux du gouvernement ne sont pas convaincants.

LES AGENTS DE MORLAIX NE SE CONTENTERONT PAS DE BELLES PROMESSES MAIS ATTENDENT DES ACTIONS FORTES POUR LEUR SÉCURITÉ, ET POUR LE SERVICE PUBLIC À MORLAIX !

**TOUTES ET TOUS EN GREVE
LE 18 NOVEMBRE A LA DGFIP !**

Montreuil 23/10/2015

**Syndicat national
CGT Finances Publiques**

- Case 450 ou 451
- 263 rue de Paris
- 93514 Montreuil Cedex
- www.financespubliques.cgt.fr
- Courriels : cgt@dgfip.finances.gouv.fr
- dgfip@cgt.fr
- Tél : 01.55.82.80.80
- Fax : 01.48.70.71.63

